

Hong Kong : Procès de 47 dissident.es politiques hongkongais.es pour atteinte à la Sécurité nationale

vendredi 28 juillet 2023, par [Borderless Movement](#) (Date de rédaction antérieure : 21 février 2023).

Le procès s'est ouvert le 6 février mais, avant le début de celui-ci, la plupart des 47 accusé.es étaient déjà détenues depuis plus de deux ans. Le prétexte invoqué était que « l'accusation avait besoin de »temps pour rassembler les preuves et mener l'enquête".

Parmi ces 47 personnes figurent des dirigeant.es d'organisations syndicales indépendantes (1), des ancien.nes et actuel.les élu.es au Conseil législatif (LegCo) et aux Conseils de districts ainsi que des membres de leurs équipes, des universitaires, des dirigeant.es et militant.es de partis et de groupes politiques, des journalistes, des dirigeant.es de fondations caritatives, des responsables d'églises et de groupes religieux, des hommes d'affaires, des étudiant.es, des leaders d'opinion dans les médias sociaux, etc.

Ce procès s'inscrit dans le prolongement de poursuites politiques infondées visant à réduire au silence les dissident.es politiques et leurs moyens d'expression ainsi que l'ensemble de la société civile de Hong Kong, après le mouvement contre la loi d'extradition et l'entrée en vigueur de la loi sur la Sécurité nationale à Hong Kong en juillet 2020.

Les 47 sont accusé.es d'avoir organisé une campagne de subversion pour renverser le gouvernement.

Mais en réalité, ils/elles n'ont fait qu'organiser, de façon publique et transparente, une banale élection primaire au sein du camp pro-démocratie. Leur but était de choisir comme candidate.e.s les personnes ayant le plus de chance d'être élu.es, afin d'obtenir le plus de sièges possibles lors de l'élection prochaine au Conseil législatif de Hong Kong.

Néanmoins, le 7 janvier 2021, 47 personnes impliquées dans la campagne des élections primaires ont été arrêtées, détenues, et se sont vues refuser la liberté sous caution à l'exception de quelques-unes.

Avant le procès, diverses rumeurs ont circulé. Mais aujourd'hui, la situation est claire.(2)

- 27 ont plaidé coupable, dont l'ancien professeur de droit de l'Université de Hong Kong (HKU) Benny Tai, et l'éminent activiste Joshua Wong.

- Quatre ayant plaidé coupable, dont l'ancien législateur Au Nok-hin, se sont ensuite transformés en témoins à charge contre leurs autres ancien.nes proches alliés.es.

- 16 ont plaidé non coupable, dont le leader de LSD Leung Kwok Hung (surnommé « cheveux longs ») et l'ancienne journaliste de Stand News Gwyneth Ho.

Les 16 insistent sur le fait qu'ils/elles n'ont rien fait de mal en participant à des élections primaires. Ils/elles n'avaient fait qu'exercer leurs droits fondamentaux en tant que citoyen.nes de Hong Kong.

En vertu de la loi sur la Sécurité nationale et de la féroce répression politique actuelle, plaider non coupable équivaut de la bravoure et une éthique personnelle courageuse. En effet se revendiquer de la vérité et de la défense des droits dans la situation actuelle de l'État de droit à Hong Kong, signifie risquer de se voir infliger une peine plus longue.

Notre mouvement a besoin de personnes comme les 16 courageux/euses ayant plaidé non coupable pour inciter le peuple de Hong Kong à ne pas abandonner la lutte pour une véritable démocratie et le refus de la tyrannie du Parti communiste chinois et du gouvernement de Hong Kong.

Saluons les 16 personnes ayant plaidé non coupable !

Arrêtez les poursuites politiques contre les 47 !

Libérez les 47 maintenant !

Notes :

1. Les trois leaders d'organisations syndicales indépendantes sont Lee Cheuk-yan et Carol Ng de HKCTU (Hong Kong Confederation of Trade Unions) dissoute en 2021, ainsi que Winnie Yu du syndicat du secteur hospitalier public (Hospital Authority Employees Alliance - HAEA)

2.
<https://hongkongfp.com/2023/02/06/47-democrats-hong-kongs-largest-national-security-trial-begins-as-200-line-up-for-public-seats/>